



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU CADRE DE VIE

Marseille, le 16 MAR. 2004

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Madame BRUNO

☎ 04.91.15.64.65.

EB/BN

N° 2004-61 C

### ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

concernant la carrière exploitée  
par la Société CARRIÈRES VILA  
sur le territoire de la commune de VITROLLES,  
lieu-dit "Le Val d'Ambla"

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU le Code Minier,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1 et L.514-1,

VU la loi n° 93-3 du 4 Janvier 1993 relative aux carrières,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU l'arrêté ministériel du 10 Février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU le Schéma Départemental des Carrières approuvé par arrêté préfectoral n° 96-193 C du 1<sup>er</sup> Juillet 1996,

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-397 C du 27 Décembre 2001 autorisant la Société CARRIÈRES VILA à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de VITROLLES, lieu-dit "Le Val d'Ambla", avec installation de premier traitement des matériaux extraits,

.../...

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 5 Mars 2004,

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas respecté certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation visé ci-dessus,

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1er**

La Société CARRIÈRES VILA, dont le siège social est situé Chemin du Castillas - Le Val d'Ambla - 13127 VITROLLES, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2001-397 du 27 Décembre 2001, figurant ci-dessous dans les délais indiqués :

1. Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté d'autorisation, l'exploitant doit rédiger le dossier de sécurité et de santé, et les dossiers de prescription, **sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.**
2. Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté d'autorisation, l'exploitant doit mentionner les zones dangereuses et mettre en périphérie de site des panneaux de danger **sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.**

**Dans le même délai**, il met en place le panneau d'exploitation à l'entrée du site, prévu par l'article 6.1.

3. Conformément à l'article 7.7 de l'arrêté d'autorisation, l'exploitant fournira le plan d'exploitation **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.**
4. Conformément aux articles 7.5 sur la conduite de l'exploitation et 8 sur la remise en état, l'exploitant remettra en état la zone Sud-Est de la carrière et l'ensemencera **sous un délai de six mois après la notification du présent arrêté.**
5. L'exploitant respectera, **sous un délai de trois mois**, les dispositions prévues à l'article 10.1 sur la prévention de la pollution accidentelle, relatives aux stockages d'hydrocarbures et au ravitaillement des engins.

Conformément à l'article 13, les déblais pollués seront traités comme des déchets dans des installations dûment autorisées. L'exploitant devra pouvoir le justifier.

6. L'exploitant respectera les dispositions de l'article 11 sur la pollution de l'air, **sous un délai de six mois** celles concernant le capotage du matériel de traitement des matériaux et **sous un délai de trois mois** celles concernant l'équipement du site d'un véhicule-citerne d'au moins 5 000 litres pour le traitement des pistes.
7. L'exploitant équipera le site, **sous un délai de trois mois**, des équipements de lutte contre l'incendie, conformément à l'article 12 de l'arrêté d'autorisation.

**ARTICLE 2**

En cas de non-respect de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales éventuelles.

**ARTICLE 3**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 4**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Le Maire de VITROLLES,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera déposée en Préfecture et en Mairie pour consultation par les tiers.

MARSEILLE, le 16 MAR. 2004

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER